



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
12 mai 2021
Français
Original : anglais

Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Vingt-neuvième réunion

New York, 24 juin 2021

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection, conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 5 de l'article 8
de la Convention, de neuf membres du Comité pour l'élimination
de la discrimination raciale pour remplacer ceux dont
le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2022**

Élection de neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour remplacer ceux dont le mandat viendra à expiration le 19 janvier 2022

Note du Secrétaire général*

Additif

1. Conformément à l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la vingt-neuvième réunion des États parties à la Convention se tiendra au siège de l'Organisation des Nations Unies le 24 juin 2021, en vue d'élire neuf membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale devant remplacer ceux dont le mandat expire le 19 janvier 2022.
2. Les notices biographiques des personnes dont la candidature a été reçue avant le 21 février 2021 figurent dans le document publié sous la cote CERD/SP/84.
3. On trouvera en annexe au présent document les notices biographiques de trois personnes supplémentaires, dont la candidature a été reçue après le 21 février 2021. On trouvera ci-après les noms des candidates, par ordre de réception des candidatures, et les États parties qui les ont désignées.

<i>Nom de la candidate</i>	<i>Désigné par</i>
M ^{me} Marie André Traoré Kondé	Burkina Faso
M ^{me} Mazalo Tebie	Togo
M ^{me} Régine Esseneme	Cameroun

* Le présent document est soumis après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.



Annexe

Notices biographiques*

Marie André Traoré Kondé (Burkina Faso)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 30 novembre 1953 à Dédougou (Burkina Faso)

Langues de travail : français et anglais

Situation/fonction actuelle : Ministre plénipotentiaire à la retraite

Principales activités professionnelles :

Ministre plénipotentiaire à la retraite.

Membre du Bureau de l'Association des ambassadeurs, consuls généraux et Ministres plénipotentiaires du Burkina Faso à la retraite.

Appui-conseil aux autorités en matière de diplomatie et de relations internationales.

Études :

1979-1982 Baccalauréat Série A4 (Philosophie-lettres)

Certificate in English (University of Cape Coast (Ghana)

DEUG II en lettres modernes (Faculté des lettres et sciences humaines/Université de Ouagadougou)

1982-1984 Brevet de l'École nationale d'administration et de magistrature (E.N.A.M.), option Diplomatie

1987 : stage diplomatique à Berlin (République fédérale d'Allemagne avec voyage d'études à l'Institut diplomatique à Bonn) et la Communauté économique européenne (C.E.E.) à Bruxelles (Belgique)

1993-1996 : diplôme de l'École nationale d'administration et de magistrature (E.N.A.M.), option Diplomatie et stage à l'ambassade du Burkina Faso à Rabat (Maroc)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat :

Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non-alignés à Carthagène (Colombie), 18-20 mai 1998.

XX^e session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, consacrée aux problèmes des drogues à New York, 8-10 juin 1998.

Quarante-deuxième session de la Commission des stupéfiants à Vienne (Autriche) 16-25 mars 1999.

Forum arabo-africain contre l'exploitation sexuelle des enfants à Rabat (Maroc), 24-26 octobre 2001.

Soixante et unième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, septembre-décembre 2006.

Sessions ordinaires et annuelles du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à New York de 2006 à 2008.

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

Trente-deuxième session du Groupe de travail B de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) à Vienne (Autriche), 9-27 février 2009.

Conférence d'examen de la Conférence de Durban sur le racisme à Genève, 20-24 avril 2009.

Symposium international de Ouagadougou sur le Dialogue des religions et des cultures à Ouagadougou (Burkina Faso), 3-7 mars 2017.

Mazalo Tebie (Togo)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 31 décembre 1963 à Adjengré, Togo**Langues de travail** : français, anglais, kabyè, mina, tem**Situation/fonction actuelle** : Administrateur civil-juriste ; Directrice du genre et des droits de la femme/Ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation.**Principales activités professionnelles :**

2007 à ce jour : formatrice en genre et instruments juridiques

Mars 2019 : participation à la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, siège des Nations Unies, New- York. Décembre 2019 : participation à la réunion des pays qui ont développé des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 et suivantes des Nations Unies; Dakar, Sénégal.

Avril 2018 : participation à l'événement de haut niveau sur les femmes, violence, et terrorisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel, Dakar (Sénégal) ; mars 2018 : participation à la réunion de haut niveau des pays qui ont développé des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 et suivantes des Nations Unies ; Addis-Abeba, en Éthiopie.

Décembre 2017 : participation à la réunion annuelle du Groupe de travail Femmes, jeunes et paix de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, Dakar (Sénégal) ; juillet 2017 : participation au deuxième Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) : siège des Nations Unies, New York.

Octobre-novembre 2016 : membre de la délégation pour la présentation du rapport du Togo sur l'Examen périodique universel (EPU) Suisse (Genève) ; août 2016 : voyage d'étude sur la prise en compte du genre dans la budgétisation : Kigali (Rwanda). Juillet 2016 : participation à la réunion du bureau du Comité technique spécialisé (CTS) sur le genre et l'autonomisation des femmes et au panel de haut niveau de l'UA sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme en prélude au vingt-septième Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine : Kigali au Rwanda. Juin 2016 : participation à l'atelier sur les techniques et directives de rédaction des rapports sur le protocole de Maputo Abidjan, Côte d'Ivoire. Mars 2016 : membre de la délégation togolaise à la soixantième session de la Commission de la condition de la femme siège des Nations Unies, New- York. Janvier 2016 : participation à : la réunion du Comité technique spécialisé (CTS) sur l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes, la huitième Conférence présommet de l'Union africaine sur le genre relative à 2016, année africaine sur les droits de l'homme en Afrique avec un accent particulier sur les droits de la femme ; la réunion ministérielle consultative africaine préalable à la soixantième session de la Commission de la condition de la femme.

Mars 2015 : membre de la délégation togolaise à la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, siège des Nations Unies, New-York ; décembre 2014, participation à la réunion annuelle du Groupe de travail « Genre, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest » (GPS-AO) et à la Journée portes ouvertes sur les résolutions 1325, 1820 et suivantes des Nations Unies Dakar, Sénégal.

Novembre 2014 : participation à la neuvième Conférence régionale africaine sur les femmes (Beijing+20) : Addis-Abeba, Éthiopie, avril 2014 : participation à la Conférence régionale de partage d'expérience sur la mise en œuvre des plans d'actions nationaux sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, Lagos, au Nigéria.

Avril 2013 : participation à l'atelier sous-régional de renforcement des capacités en Networking, planification stratégique et formulation d'un programme conjoint « Genre, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest » : Dakar (Sénégal).

Octobre 2012 : participation à la cinquante-troisième session du Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (point focal de l'élaboration des sixième et septième rapports périodiques du Gouvernement togolais sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et autres instruments juridiques de protection et de promotion des droits de la femme et du genre et membre de la délégation togolaise pour la présentation desdits rapports). Septembre 2012 : coanimation de l'atelier de formation des membres des cellules focales genre des ministères sur l'intégration du genre dans les politiques, programmes et projets sectoriels des départements ministériels. Juillet 2012 : participation à l'atelier sur le réseau électronique à l'intention des équipes nationales des mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des sexes et des correspondants de l'Observatoire africain pour les droits de la femme ; Addis-Abeba, en Éthiopie (point focal national du réseau). Janvier 2012 : participation à la cinquante-neuvième session du Comité des droits de l'enfant (membre de la délégation togolaise pour la présentation des troisième et quatrième rapports périodiques du Gouvernement togolais sur la mise en œuvre de la CDE et le rapport initial sur la mise en œuvre du protocole facultatif à la CDE relatif à la vente, prostitution et pornographie mettant en scène des enfants. Avril 2012 : participation à l'atelier de formation de formateurs sur l'application du Cadre multisectoriel pour la mise en œuvre du protocole relatif aux droits des femmes en Afrique ; Nairobi au Kenya.

Novembre-décembre 2011 : participation au programme de formation « Académie genre » ; Turin en Italie. Octobre-novembre 2011 : participation à la cinquantième session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (membre de la délégation togolaise pour la présentation des troisième, quatrième et cinquième rapports périodiques du Gouvernement togolais sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ; Banjul, Gambie.

Décembre 2010 : participation à la troisième Conférence ministérielle sur le rôle des femmes dans le développement des États membres de l'OCI ; Téhéran, Iran. Juillet 2010 : participation à la première Conférence régionale de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur « le rôle de la Commission africaine dans la promotion et la protection des droits de la femme » ; Bamako, Mali. Mars 2010 : participation à la Réunion du Comité consultatif du centre de la CEDEAO pour le développement du genre (CCDG) ; Dakar, Sénégal.

Juillet-mai 2009 : participation à la réunion des parties prenantes sur la transposition en droit interne et l'application du protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique ; Kigali, Rwanda ; participation à la réunion sur les pratiques et interventions dans le domaine du genre, Dakar, Sénégal. Mars 2009 : participation à l'Atelier de restitution de l'étude sur l'identification des dispositions sexospécifiques discriminatoires et des écarts en matière d'égalité des sexes dans les législations nationales des États membres de la CEDEAO ; Banjul, en Gambie.

Décembre 2008 : expert à la réunion d'adoption de la politique genre de l'Union africaine ; Maseru, Lesotho. Septembre-octobre 2008 : formation sur le concept genre, planification et budgétisation selon le genre ; Lomé, Togo. Mai 2008 : participation à la troisième rencontre des femmes d'Afrique et d'Espagne, Niamey, Niger. Février-mars 2008 : participation à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies ; New York, USA.

Décembre 2007 : formation sur la prise de décisions économiques soucieuses des besoins spécifiques des femmes et des hommes en Afrique (UA) : Addis-Abeba, Éthiopie. Septembre 2007 : politique et système de gestion du genre de la CEDEAO (CEDEAO) : Lomé, Togo. Septembre 2007 : formation sur le « Genre et développement » à l'intention des décideurs et concepteurs des politiques et programmes de développement (UEMOA) : Lomé, Togo.

Études : diplôme supérieur en administration publique (Cycle III de l'ENA) Lomé, Togo ; Maîtrise es sciences juridiques, Université du Bénin, Lomé, Togo ; Licence es sciences juridiques, Université du Bénin, Lomé, Togo ; Baccalauréat : Philo-Lettres A4, Sokodé Togo.

Travaux de recherche et publications

Administrations publiques africaines et développement : cas du Togo ; mémoire pour l'obtention du diplôme du cycle III option administration publique de l'ENA, novembre 2006 ; les différents types de filiations et leurs implications sur la succession. Article publié dans Togo-Presse du 15 juin 2000 (Journal quotidien du Gouvernement Togolais) ; Beijing plus cinq (05) : « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le 21^e siècle » article publié dans Togo-Presse du 15 juin 2000 (Journal quotidien du Gouvernement) ; À l'heure de la mondialisation : Repenser le développement social. Article publié dans Togo-Presse du 10 juillet 2000 (Journal quotidien du Gouvernement Togolais) ; lumière sur les programmes de développement social, la promotion et la protection de la femme et de l'enfance au Togo. Document produit dans le cadre des échanges entre les femmes chinoises et celles du Togo, septembre 2000.

Expériences professionnelles

2007 à nos jours : Directrice du genre et des droits de la femme; 2004-2006 : élève stagiaire à l'ENA, Cycle III, Option administration publique ; 2002-2004 : Conseiller juridique du Ministre de la communication et de la formation civique ; 2000-2002 : Conseiller technique du Ministre des affaires sociales, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance ; 1993-1999 : Chargé d'études au Cabinet du Ministre de la communication et de la formation civique.

Autres responsabilités professionnelles

Présidente du Comité « Liberté économique » de la Cellule Millénium Challenge Account-Togo (MCA) ; Présidente du Groupe de travail, Femmes, jeunes, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel section Togo ; Présidente de la Stratégie nationale d'engagement (SNE) sur le droit foncier ; Membre de la Commission interministérielle de rédaction des rapports initiaux et périodiques.

Vie associative

Membre du bureau de l'Association « Engagement citoyen pour un développement durable (EC2D) ; Chargée de programme Femme, genre et développement de l'ONG « Observatoire togolais de la décentralisation et de la gouvernance à la base » (OTD-GB). Membre de l'Association « Amis de la diffusion du droit » (ADD). Association de droit togolais créée en 1999 et spécialisée dans la promotion des droits humains et de la conscience civique.

Régine Esseneme (Cameroun)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 8 mars 1961 à Yaoundé**Langue(s) de travail :** français et anglais**Situation/fonction actuelle :**

Magistrat hors hiérarchie, Commandeur de l'Ordre national de la valeur, exerçant la fonction d'avocat général au Parquet général près la Cour suprême après avoir été Procureur général près la Cour d'appel du Nord.

Principales activités professionnelles :

Le Procureur général supervise et coordonne l'Administration des services du Parquet général et des quatre Parquets d'instance du ressort territorial de la Cour d'appel du Nord qui couvre la Région du nord Cameroun. Il est chargé essentiellement de veiller à l'application des lois et règlements et à l'exécution des décisions de justice.

À ce titre, j'assume principalement, avec la collaboration des personnels magistrats, greffiers et autres agents mis à ma disposition et placés sous mon autorité :

- Le contrôle de l'activité des officiers et agents de police judiciaire en service dans mon ressort ;
- Le contrôle des prisons notamment des détentions provisoires ;
- Le contrôle de l'activité des huissiers de justice et agents d'exécution.

Comme avocat général près de la Cour suprême, je suis membre du Parquet général qui veille à l'application de la règle de droit.

Études :

Titulaire d'un DEA en droit : droit pénal, procédure pénale, droit civil, procédure civile, droit du travail, droit des personnes et de la famille, droit commercial, droit public, droit international public, droit international privé, droit des affaires, sociologie, droits de l'homme et libertés publiques.

Droits de l'homme associés au VIH/sida, lutte contre le blanchiment d'argent ; techniques et pratique de la rédaction administrative ; budgétisation sensible au genre.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale :

Participation à l'élaboration du Rapport annuel du Ministère de la justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun et des rapports périodiques aux organes de surveillance des Conventions relatives aux droits de l'homme et à l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme ; participation à la préparation de la défense de l'État devant les mécanismes juridictionnels et non juridictionnels des Nations Unies et de l'Union africaine.

Déléguée du Cameroun à la défense des deuxième, troisième, quatrième et cinquième rapports périodiques du Cameroun au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Déléguée du Cameroun à la défense des quinzième à dix-huitième et des dix-neuvième à vingt et unième rapports périodiques du Cameroun au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Déléguée du Cameroun aux cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine :

Dépliants sur : « Femmes et droits humains », « Femmes et droits à la succession », « Femmes et accès à la terre », mars 2012 – Cadre juridique de la répression des mutilations génitales féminines au Cameroun, 6 février 2012 – Incrimination des mutilations génitales dans le nouveau Code pénal, mars 2017 – La Protection de la femme par le nouveau Code pénal du 12 juillet 2016, mars 2017 ; le mariage subséquent au viol ne constitue plus une amnistie, mars 2017.
